

TOULOUSE, le 03/11/2020

COMPTE-RENDU DE LA REUNION COMMISSION « AGRICULTURE » DU 03/11/2020

Participants (en visio-conférence entre St Mandé et Toulouse)

O. Deudon (ARVALIS – Institut du Végétal – Président de la Commission)
O. Dager (APCA – Vice -Président de la Commission)
J. Nicolau (Météo-France – Secrétaire permanent du CSM)
C. Landalle (Météo-France -Secrétaire CSM)
A-L. Gibelin (Météo-France – Correspondant DG)
M. Bergot (Météo-France – Secrétaire de la Commission)
F. Brun (ACTA)
J-F. Berthoumieu (ACMG)
C. Digout (APCA)
S. Gervois (Terres Inovia)
L. Hillau (CRIIAM Sud)
F. Huard (INRAE)
F. Levraut (Chambre d'Agriculture Nouvelle Aquitaine)
B. Rico (Ministère de l'Agriculture)
O. Rousselle (Ministère de l'Agriculture - DGAL)
C. Serra-Wittling (INRAE)
P. Bourgeois (Météo-France - D2I)
D. Salas y Melia (Météo-France - CNRM)
P. Etchevers (Météo-France - DCSC)
M. Kerdoncuff (Météo-France - DCSC)
A. Chastrusse (Chambre d'Agriculture Pays de la Loire)

Excusés

J-C. Moreau (IDELE)
B. Pauthier (CIVC)
D. Rousselière (Météo-France - D2C)

1/ Installation/ tour de table

2/ Réponse au vœu 2020 sous la forme de trois exposés

a/ « Changement et variabilité climatiques : quelques résultats de CMIP6 et prévisibilité décennale » par David Salas y Melia (Météo-France CNRM)

La présentation porte sur le changement et la variabilité climatiques, avec quelques résultats de CMIP6 et prévisibilité décennale.

CMIP6 est le nouvel exercice d'inter-comparaison de modèles de climat globaux réalisé en amont du prochain rapport du GIEC. CMIP6 est un projet du programme mondial de recherche sur le climat qui mobilise une expertise scientifique très complète avec 21 projets d'inter-comparaison qui portent sur 3 volets scientifiques majeurs :

- réponses aux forçages , c'est-à-dire comment le climat réagit à l'évolution des gaz à effet de serre et autres agents susceptibles de modifier le climat.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

- étude des erreurs systématiques des modèles.
- étude de la variabilité climatique, de la prévisibilité et du climat futur.

David Salas y Melia dresse ensuite le portrait de la contribution française pour la participation à cet exercice (environ 100 ingénieurs et chercheurs à l'échelle du pays, dans différentes disciplines). Cela implique de développer des modèles pour participer à l'exercice et pour faire tourner ces modèles, il faut des moyens de calcul importants (autour de 300 millions d'heures de calcul côté Météo-France (CNRM et Cerfacs) et à peu près autant côté IPSL).

Les données produites lors de cet exercice sont mises à disposition sur le réseau mondial ESGF (Earth System Grid Federation). L'IPSL dispose d'un nœud de ce réseau mondial, Météo-France aussi, tous les nœuds communiquent et ainsi les données sont accessibles par une interface web pour l'ensemble des utilisateurs du monde entier (chercheurs, bureaux d'études, éducation, utilisation commerciale ...).

Petit rappel, nous avons pour CMIP5, les différents RCP (Representative Concentration Pathways) de 2.6 (le plus bas en émission de gaz à effet de serre) jusqu'à 8.5 (le plus haut en émission de gaz à effet de serre).

Pour CMIP6 c'est un peu différent, on a toujours cette notion de scénarios faibles ou forts mais on a aussi un croisement avec différents scénarios de futur socio-économiques, de SSP1 (trajectoire vertueuse où on accorde beaucoup de place aux énergies renouvelables et une population contenue) jusqu'à SSP5 (scénario où l'utilisation des ressources des énergies fossiles est intensive).

On croise donc ces SSP avec les RCP (d'autres valeurs de RCP ont été ajoutées, 1.9, 3.4 et 7.0) et cela donne des scénarios aux noms un peu plus complexes. Ainsi le scénario SSP1/RCP1.9 correspond au scénario le plus optimiste, compatible avec l'accord de Paris qui vise à ne pas réchauffer de plus de 1,5 °C la température moyenne de la planète depuis l'ère pré-industrielle. A l'opposé, le pire scénario est le SSP5/RCP8.5, scénario extrême, car pour arriver à ce scénario, il faudrait utiliser une quantité de ressources fossiles possiblement au delà de celles que la planète renferme.

La plateforme de modèles couplés de climat CNRM-CM6, principalement développée par le CNRM et en collaboration avec le CERFACS inclut notamment un modèle complexe, de système Terre. Celui-ci comporte des composantes très évoluées, avec une représentation du cycle du carbone interactif, c'est-à-dire que l'on part des émissions de dioxyde de carbone, le dioxyde de carbone est envoyé dans l'atmosphère, une partie est fixée dans les surfaces continentales (sols, végétation), une autre partie est absorbée par les océans. Pour que ceci soit possible, on a toute une représentation de la biogéochimie marine (notamment la photosynthèse marine), du cycle du carbone dans les rivières, les sols et au niveau de la végétation. Le modèle de système Terre inclut aussi notamment des poussières interactives et une chimie de l'ozone tridimensionnelle relativement complexe dans la stratosphère. Le système Terre a une résolution de 100 km mais son cœur physique dépouillé de certains cycles peut fonctionner à une résolution de 40 km. Au total 35000 ans de simulations ont été réalisés.

Quelques résultats (sur les changements de température entre 1981-2010 et 2071-2100) sont présentés sous forme de cartographies, pour un scénario optimiste à faibles émissions de gaz à effet de serre (SSP1 2.6) et un scénario pessimiste mais plausible avec de très fortes émissions de gaz à effet de serre (SSP3 7.0) pour les modèles du CNRM-CM6-1 et de l'IPSL-CM6A-LR. On retiendra que dans tous les cas on a un réchauffement, que le réchauffement est globalement plus important sur les continents que sur les océans. Une exception toutefois, on note un réchauffement plus important sur l'océan glacial arctique suite à un retrait de la glace de mer.

On passe ensuite à une comparaison entre l'ancienne génération de simulations CMIP5 et la nouvelle CMIP6 avec le modèle de l'IPSL et le modèle du CNRM/CERFACS pour la moyenne globale de la température de surface. On note peu de changement sur la période historique entre CMIP5 et CMIP6 (voire un réchauffement légèrement moindre pour le scénario de l'IPSL). Les projections jusqu'en 2100 sont très cohérentes entre les 2 modèles.

Nouveau point de cette présentation, la prévision décennale qui est une prévision climatique (probabiliste) qui couvre des échéances de 1 à 30 ans. C'est une demande forte des acteurs politiques et socio-économiques pour l'adaptation aux changements climatiques mais cela reste surtout, pour le moment un sujet de recherche fondamentale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Présentation ensuite de l'AMO (Oscillation Atlantique Multidécennale) et du lien fort qu'il y a au printemps sur l'Europe entre l'AMO et les précipitations. On note aussi que s'il existe un lien fort entre l'AMO et les pluies/températures printanières, ce lien n'est que peu marqué au niveau annuel. On retrouve également un lien fort entre AMO et débit des rivières

Malheureusement ce lien fort AMO/ température/précipitations est assez mal représenté par les modèles.

Frédéric Levraut émet quelques réserves et inquiétudes sur l'utilisation future des travaux sur la prévision décennale vis-à-vis des acteurs socio-économiques, il pense en effet qu'il est déjà difficile de transcrire le message scientifique pour les aider à s'adapter au changement climatique et que les trajectoires climatiques plus complexes présentées ici seront vraiment compliquées à expliquer.

Frédéric Levraut demande ensuite si l'exercice CMIP6 sera bientôt mis à disposition sur la plateforme DRIAS.

David Salas y Melia répond que les simulations de régionalisation de CMIP6 commencent à peine et cela prendra du temps. CMIP5 a été régionalisé sur la région Europe avec EuroCordex, on dispose d'un ensemble de simulations validées et corrigées de haute qualité et ceci restera le jeu de référence pour encore un bon moment. Le remplacement de l'ensemble existant CMIP5 par CMIP6 sur DRIAS n'est pas encore à l'ordre du jour.

Olivier Deudon fait remarquer que le Met Office et aussi l'OMM communiquent beaucoup sur leur site sur la prévision décennale. Météo-France va-t-il communiquer également un peu plus sur ce type d'approche scientifique, pour le grand public ?

David Salas y Melia pense qu'il y a peu d'intérêt à communiquer sur une prévision de ce type à l'échelle mondiale. Si la capacité prédictive des modèles aux échelles décennales s'améliorait, cela aurait un intérêt énorme à l'échelle d'un pays comme la France ou l'Angleterre car cela serait une information utile mais au niveau mondial c'est pour le moment peu utilisable.

b/ « Les nouvelles projections climatiques DRIAS 2020 pour la métropole » par Pierre Etchevers (Météo-France DCSC)

Pierre Etchevers présente les nouvelles projections climatiques disponibles sur le portail DRIAS.

Le portail DRIAS (<http://www.drias-climat.fr/>) est un site partenarial (Météo-France, IPSL et CERFACS) qui a ouvert en 2012. Il vise à mettre à disposition librement et à accompagner l'utilisation des projections climatiques corrigées sur la France.

Il y a un enrichissement continu du portail depuis 2012 avec notamment :

- un premier ensemble EuroCordex en 2014
- des projections climatiques sur l'enneigement en 2019

Le 13 octobre dernier une nouvelle version du portail a été mise en ligne, incluant de nouveaux jeux de données. La présentation de cette nouvelle version est accessible depuis l'adresse suivante :

http://www.drias-climat.fr/document/Newsletter_DRIAS_LAST.pdf

On retiendra une interface modernisée avec une meilleure ergonomie qui permet une navigation plus simple, des documents d'accompagnement plus nombreux sur les impacts et les diagnostics climatiques, le nouveau jeu de données et un enrichissement des indices climatiques et des produits relatifs aux incertitudes.

Ce nouveau jeu de données est mis à disposition :

- pour mieux représenter les incertitudes sur le climat futur en France.
- parce que plusieurs des simulations utilisées en 2014 se sont avérées présenter des anomalies.
- pour proposer plus de variables et d'indicateurs grâce à une méthode de correction statistique (ADAMONT).

Pour constituer ce jeu de données, on s'appuie essentiellement sur des scénarios EuroCordex dans lesquels on va corriger les erreurs. Ce sont des scénarios climatiques régionalisés sur l'Europe, mais seuls un certain nombre d'entre eux ont été retenus sur la base de 8 critères :

- sélection maximale de 12 couples GCM/RCM (modèle global /modèle régional)

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

- disponibilité de ces simulations pour au moins deux scénarios d'émission (sur les 3 retenus RCP2.6 , RCP4.5 et RCP8.5)
- prise en compte des modèles globaux jugés les plus pertinents sur l'Europe
- prise en compte d'une diversité des modèles régionaux
- rejet des couples GCM/RCM concernés par une erreur connue
- sélection préférentielle des modèles français
- optimisation de la dispersion du changement climatique simulé par les couples sélectionnés
- sélection préférentielle des couples avec une cohérence dans la physique entre les modèles globaux et régionaux

On a vérifié la bonne représentation des incertitudes sur la France (pour les températures et les précipitations) du jeu DRIAS 2020 par rapport aux ensembles CMIP5, les modèles globaux forceurs EuroCordex et l'ensemble EuroCordex.

La méthode ADAMONT va servir à corriger les résultats des couples GCM/RCM sur la France . Elle est basée sur une approche quantile-quantile au pas de temps quotidien et des analogues (au sens météorologique) pour reconstitution des variables horaires.

A partir de ces nouvelles données DRIAS 2020, le diagnostic climatique sur les températures, les précipitations et les extrêmes a été mis à jour. On peut retenir :

- une hausse continue des températures par rapport à 1976-2005 (jusqu'à +4°C sur l'année pour le scenario RCP8.5, le plus pessimiste) et une hausse plus forte l'été que l'hiver.
- pas d'évolution nette des précipitations annuelles par rapport à 1976-2005 mais un contraste saisonnier marqué, forte hausse l'hiver et forte baisse l'été.
- pour les extrêmes, augmentation des vagues de chaleur, diminution des vagues de froid et des gelées, augmentation des pluies extrêmes et des sécheresses estivales mais pas de tendance sur les tempêtes.

On va retrouver sur la nouvelle version du portail DRIAS de nouveaux indicateurs dans le domaine de l'agriculture, comme par exemple les sommes de températures en différentes bases, les dates de première et dernière gelée, le nombre de journées d'été ... etc.

Pour 2021, il est prévu de mettre en ligne des résultats en lien avec la ressource en eau : réalisation de simulations hydrologiques dans le cadre du futur projet Explore2 (précisant des diagnostics préliminaires établis dans le projet CHIMERE21).

Frédéric Levraut remercie pour cette évolution du site DRIAS fort utilisée par le réseau des Chambres. Cette nouvelle version permettra de continuer d'alimenter la dynamique de ClimA-XXI et d'apporter à la sphère agricole les derniers éléments connus en matière de modélisation.

Olivier Deudon indique qu'il n'a pas trouvé le paramètre rayonnement parmi les variables proposées, or ce paramètre est essentiel pour le calcul de l'ETP. Est-ce que le rayonnement ou l'ETP seront disponibles dans DRIAS ?

Pierre Etchevers confirme que le rayonnement n'est pas présent car dans de nombreux couples GCM/RCM, il y a des problèmes liés au rayonnement, l'évolution du contenu atmosphérique des aérosols n'est pas prise en compte et on obtient donc des valeurs de rayonnement pas forcément très bonnes.

Il est prévu de mettre en ligne des valeurs d'ETP mais il reste à décider comment sera calculée cette ETP (probablement avec une formule n'utilisant pas le rayonnement en entrée, celui-ci étant estimé par un autre paramètre).

c/ « DRIAS un service climatique pour accompagner l'adaptation de nos sociétés à l'évolution du climat » par Maryvonne Kerdoncuff (Météo-France DCSC)

Cette présentation va faire découvrir le service DRIAS et expliquer en quoi le portail DRIAS est un facilitateur pour la mise à disposition d'informations vis à vis des usagers et comment il permet d'accompagner l'adaptation de nos sociétés à l'évolution du climat.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Les services climatiques ont pour but de délivrer, à partir de banques de données climatiques et de résultats des équipes scientifiques, des informations adaptées aux besoins des différentes catégories d'utilisateurs. Météo-France gère à ce jour 2 services climatiques en ligne, DRIAS (avec l'IPSL et le CERFACS) et CLIMAT-HD.

Concernant les services climatiques, il est important de savoir que cela s'inscrit dans un contexte international et national, comme par exemple le GFCS (Global Framework for Climate services) au niveau de l'OMM, le projet C3S (Copernicus Climate Change Service) au niveau européen, le portail DRIAS au niveau français.

DRIAS est un acronyme qui signifie 'Donner accès aux scénarios climatiques Régionalisés français pour l'Impact et l'Adaptation de nos Sociétés et environnements'. C'est une des premières réalisations en matière de service climatique en France. C'est un service libre d'accès et gratuit, qui s'adresse à un public averti et met à disposition des projections climatiques.

Ce portail est conçu pour valoriser l'information et est construit autour de 3 objectifs principaux :

- faire comprendre (espace Accompagnement)
- faire découvrir (espace Découverte)
- mettre à disposition des données et produits (espace Données et produits)

L'espace Accompagnement est un espace didactique, qui fournit des informations utiles pour la bonne utilisation des données disponibles sur le portail. On y trouve des notions générales sur le changement climatique, beaucoup de documentation sur les modèles et les données, des recommandations sur le bon usage de ces données ainsi qu'une FAQ et une hotline.

L'espace Découverte est certainement l'espace le plus consulté du portail DRIAS. Il permet d'explorer de façon interactive l'information mise à disposition dans DRIAS, en visualisant sous forme de cartes les différentes évolutions climatiques simulées pour le siècle en cours sur la France. Il est possible de combiner les modèles climatiques, les scénarios d'émissions de gaz à effet de serre et les indicateurs climatiques. Il y a trois thèmes d'entrée : le thème de modélisation, le domaine géographique et la famille de paramètres.

Dans cet espace Découverte, on retrouve les modes d'explorations multi-scénarios ou multi-modèles et un grand nombre d'indicateurs (40 pour les températures, 27 pour les précipitations, 6 pour les vitesses de vent, 2 pour l'humidité, 14 pour l'agriculture et 12 pour l'enneigement). Ce qui est nouveau également ce sont les produits de distribution puisque l'on accède facilement à chacun des 12 couples GCM/RCM mais aussi aux produits sous forme de centiles.

L'espace Données et produits est l'espace de téléchargement des données numériques. Pour accéder à cet espace, libre et gratuit, il faut au préalable se créer un compte. Une fois connecté, on a accès à tout un catalogue de données et produits. Les données sont disponibles au format csv mais aussi au format netcdf (selon le volume de données à récupérer).

On notera le travail fait sur le contrôle et la qualité des données avec l'uniformisation des métadonnées, caractéristiques des modèles, des variables.

Frédéric Levraut demande si l'absence du paramètre Rayonnement est définitive ou temporaire.

Maryvonne Kerdoncuff répond qu'effectivement, cette variable existe en sortie de modèles mais n'est pas considérée comme fiable (en raison de l'absence de schémas d'évolution des aérosols dans certains modèles), donc elle n'est pas mise à disposition dans le jeu DRIAS. Le projet Copernicus a fait le choix de la mettre à disposition mais avec de nombreuses recommandations d'utilisation. On sait que c'est un paramètre très attendu notamment pour le calcul d'ETP et il y a actuellement une réflexion sur la mise à disposition de l'ETP dans DRIAS sans utilisation du rayonnement.

Jean Nicolau signale que dans la commission Hydrologie/Energie du CSM il y a eu un vœu sur l'évapotranspiration. Il serait peut-être intéressant de voir les suites qui seront données à ce vœu et les présenter à la commission Agriculture.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Anne-Laure Gibelin confirme que dans le cadre de la commission Hydrologie, on parle de l'ETP de manière générale, tous les productions d'ETP, pas seulement de celles issues des projections climatiques mais aussi de l'ETP en climat actuel avec les différents produits que l'on peut réaliser à Météo-France.

Béatrice Rico demande si en plus des indicateurs de feux de forêts (qui seront bientôt remis à jour) on peut espérer avoir des indicateurs pour les feux des terres agricoles (feux de prairies, feux de champs).

Anne-Laure Gibelin répond que c'est une action qui a été identifiée mais qui n'a pas pu être réalisée à ce jour faute de ressources. Un préalable à cette action a toutefois commencé avec le calcul des indices feux de forêts à partir de la réanalyse SIM2.

Jean Nicolau rappelle que ces présentations ont été faites en réponse au vœu 2020 et il demande s'il serait possible de statuer sur le vœu 2020 (satisfait ou pas) ou s'il faut attendre pour rendre une décision.

Olivier Deudon préfère prendre un peu de recul pour bien analyser toutes les informations transmises mais qui lui semblent correspondre tout à fait au vœu énoncé.

3/ Point sur le vœu 2019 avec en introduction une présentation d'Adeline Chastrusse (Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire) sur « **Les pratiques d'acquisition et d'utilisation des données météo dans le cadre de la surveillance biologique du territoire par les Chambres d'Agriculture** »

Lors des discussions sur le vœu 2019, l'APCA avait signalé le démarrage d'un travail de recensement de l'usage des données météo dans le cadre de chantiers sur la rénovation de la surveillance biologique du territoire. Ce travail est terminé, et la présentation qui va suivre a donc été ajoutée et l'état des lieux qui sera présenté est le fruit du travail d'Adeline Chastrusse (animatrice inter-filières SBT de la Chambre régionale d'agriculture des Pays-de-la-Loire) qui a mené ce chantier au niveau national.

Cyrielle Digout rappelle les éléments de contexte sur le BSV : Le BSV rend compte de la situation sanitaire des parcelles grâce à un réseau dense et multi-partenarial (environ 15 000 parcelles suivies en 2018, 3000 BSV par an et 4000 observateurs toutes structures confondues et des observations réalisées à hauteur de 30 à 40 % par les Chambres d'Agriculture). Cette action est réalisée à l'aide d'une subvention nationale Ecophyto. Le BSV est également un vecteur d'informations sur les aspects réglementaires et de signalement de résistances ou d'organismes nuisibles réglementés.

Adeline Chastrusse présente ensuite un état des lieux des pratiques d'acquisition des données météo et l'identification des marges d'efficience dans l'achat et les usages.

Il y a deux types de besoins en données météo pour le BSV : pour la rédaction courante du BSV (aide à l'analyse de risque hebdomadaire, bilan hebdomadaire, bilan annuel dans le cadre des bilans sanitaires de fin d'année) et puis pour les modèles.

Pour la rédaction hebdomadaire des BSV, on a besoin de la pluviométrie, de la température (min, max et moyenne) et de sommes de températures. Les pas de temps utilisés sont les pas de temps journalier et mensuel. Au niveau format, le type Excel ou des graphes déjà tracés conviennent parfaitement.

Pour les modèles, on a à peu près les mêmes besoins en données météo, pluviométrie et températures et pour certains modèles l'humectation et éventuellement l'humidité relative. Au niveau pas de temps, pour beaucoup de modèles on a besoin de données horaires et d'avoir accès aux données du jour J ou J-1 pour coller au plus près de la situation sanitaire au moment de la publication du BSV. Enfin pour le format, les données doivent être exportables vers les différents modèles hébergés chez les instituts techniques.

Au niveau de la circulation des données météo, on a :

- des données directement acquises par le réseau SBT (provenant de stations fixes, de Météo-France, de stations connectées ou de données spatialisées). Ces données météo alimentent surtout la rédaction hebdomadaire des BSV, quelques modèles du CTIFL ainsi que quelques modèles viticulture de l'ex-SRPV.
- des données météo acquises par les instituts (provenant de stations fixes en propriété des instituts ou majoritairement de Météo-France). Ces données implémentent surtout les modèles d'Arvalis, de Terres Inovia, de l'IFV et elles sont également utilisées par certains instituts qui rédigent des BSV.
- des données météo venant de fournisseurs de modèles privés.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Les données spatialisées Safran sont suffisantes pour produire des BSV de qualité et pour faire tourner la majorité des modèles, le seul point manquant étant la non disponibilité de l'humectation.

L'accès aux données Safran serait donc intéressant pour la SBT dans le cadre d'une convention avec Météo-France ou de l'Open Data.

Anne-Laure Gibelin signale que l'équipe Agro de Météo-France travaille actuellement sur une estimation de la durée d'humectation. Différents modèles d'estimation ont déjà été évalués, soit statistiques soit à base de bilan d'énergie, et on envisage de mettre en production un paramètre humectation dans le courant de l'année 2021 (mais les calculs ne seront pas réalisés à partir de données Safran et ce ne seront pas des données publiques).

Anne-Laure Gibelin souligne qu'il est très intéressant d'avoir ce panorama pour que Météo-France comprenne bien le besoin. Il reste encore des éléments à préciser, comme le nombre de points où les données météo sont nécessaires. Adeline Chastrusse indique que le nombre de stations est différent selon les régions et que toutes les stations acquises par les acteurs ne sont pas utilisées pour le BSV. Ce nombre est estimé de l'ordre de 10 stations par département par François Brun et Olivier Deudon.

Anne-Laure Gibelin propose de faire le point sur le vœu 2019.

Jean Nicolau rappelle le contexte du vœu : demande de fourniture de données météo à titre gracieux dans le cadre de la mission de surveillance biologique du territoire ; les données Safran ne faisant pas partie des données mises à disposition gratuitement par MF., la commission avait donc souhaité la mise en place d'une convention entre le MAA et Météo-France.

Il y avait donc 2 points à instruire pour pouvoir accéder à cette demande :

- déterminer si la production des bulletins du BSV s'inscrit dans le cadre d'une politique publique
- vérifier s'il était possible techniquement de séparer les utilisations institutionnelles et commerciales

Il y a donc eu une réunion le 1^{er} septembre 2020 entre le département des affaires institutionnelles de Météo-France, représenté par Paul Bourgeois, et le bureau santé des végétaux de la DGAL, représenté par Mr Olivier Rousselle.

Les conclusions de cette réunion sont les suivantes :

- les BSV s'inscrivent bien dans le cadre d'une politique publique portée par le MAA relative au suivi et à la santé des végétaux.
- mais, en l'état actuel, il y a un risque de porosité des données météo pour d'autres utilisations non institutionnelles du fait de l'impossibilité d'affecter strictement l'utilisation de ces données à la production des BSV.

En conclusion, Météo-France et la DGAL estiment qu'il n'est pas possible à ce stade d'accéder à cette requête qui aurait constitué une exception à la règle générale (fourniture de données et/ou services à titre gracieux uniquement dans le cadre des missions de l'établissement ou pour des actions de recherche). Les données nécessaires à la production des BSV restent donc soumises aux règles générales portant sur les données publiques de Météo-France, et certaines de ces données font toujours l'objet de redevances.

Paul Bourgeois précise que c'est une difficulté que l'on retrouve dans d'autres secteurs (énergie, éolien en mer...) et qu'il n'y a pas de solution actuellement.

Olivier Rousselle confirme que c'est bien le problème de porosité, extrêmement difficile à résoudre, qui empêche une convention claire et donc la gratuité des données.

Dans ce contexte, les données SAFRAN ne peuvent pas être fournies en temps réel aux acteurs du BSV. Il reste également à consolider le travail de l'APCA présenté par A Chastrusse en y intégrant les Instituts Techniques, et en listant pour chaque acteur les localisations des stations utilisées.

Adeline Chastrusse signale qu'un autre chantier porte sur l'optimisation des parcelles d'observation et des données météo. François Brun rappelle qu'il y a un travail de zonage de certaines filières.

Olivier Deudon pense que l'idéal pour faire ce travail de zonage serait d'avoir accès à toute la base de données Safran afin de choisir les sites de surveillance.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Il pourrait y avoir un travail préalable en mode « Etude » avec les données Safran sur toute la France sur une période donnée, pour définir les points représentatifs utiles seulement pour le BSV, ces données pourraient ensuite être fournies en temps réel.

François Brun pense qu'il serait possible de faire des retours d'expérience sur les zonages qui ont déjà été faits comme celui de l'IFV par exemple, afin d'avoir un premier échange.

Jean Nicolau retient de la présentation et des échanges précédents qu'il y a peut-être matière à travailler dans un premier temps dans un stade « Recherche » même si on comprend bien qu'il y a besoin de données en temps réel.

Anne-Laure Gibelin précise qu'il faut un cadre bien défini avec des objectifs, une liste de participants, une méthodologie.

Paul Bourgeois souligne qu'en mode « Recherche », il n'y aura pas de données temps réel.

Olivier Deudon propose de mobiliser un étudiant de l'ENM (Ecole Nationale de la Météorologie) sur ce type de sujet lors du stage de fin d'étude en 2022.

Anne-Laure Gibelin pense que l'encadrement principal devrait être assuré par un des acteurs du BSV, Météo-France étant bien sûr en soutien pour, par exemple, les données à mobiliser.

Olivier Deudon est d'accord sur ce point, il faut organiser un comité de pilotage pour bien spécifier le besoin, pour revenir ensuite vers Météo-France avec une proposition claire et des objectifs précis à atteindre.

Cyrielle Digout a une question sur l'Open Data : l'ouverture des données avait été envisagée courant 2021 ou en 2022, les travaux sont-ils toujours en cours, a-t-on plus de précisions sur les délais ?

Jean Nicolau indique que pour les données publiques, l'échéance de 2021 risque de ne plus être tenue car un certain nombre d'organismes comme Météo-France, l'IGN ou le CEREMA bénéficient d'un arrêté dérogatoire pour leurs données publiques, et à moins d'une action parlementaire, le décret sera renouvelé à l'identique. Donc l'Open Data risque de ne pas être effectif à l'échéance 2021. Pour la suite, on a un nouveau cadre européen qui va peut-être modifier cet état de fait. On attend d'avoir un peu plus d'informations sur ce sujet mais un aboutissement en 2021 semble mal engagé et ce sera plus probablement pour 2022.

Un point spécifique d'information sur l'Open Data sera programmé lors de la prochaine commission, si bien sûr on dispose d'informations supplémentaires.

Anne-Laure Gibelin et Jean Nicolau pensent que pour ce point sur le vœu 2019, tous les éléments dont on dispose à ce jour ont été présentés. On retiendra que les acteurs du BSV doivent avancer sur le recensement de l'utilisation des données météo à partir du travail de l'APCA, avec une liste exhaustive des acteurs (incluant les Instituts Techniques), des données utilisées et des utilisations qui en sont faites. Ils doivent aussi mener l'instruction d'un sujet d'étude qui pourrait faire l'objet d'une convention Recherche (avec des données Safran fournies par Météo-France sur une période à déterminer) pour avancer sur le zonage et le besoin de points représentatifs.

Avant de passer au dernier point, Jean Nicolau fait remarquer qu'il faudra statuer sur la clôture du vœu 2020 et envisager les propositions de vœux 2021 avant la réunion des présidents qui se tient traditionnellement en mars. Olivier Deudon propose d'échanger avec Anne-Laure Gibelin et les membres de la commission sur le futur vœu d'ici fin janvier 2021 afin de laisser le temps d'instruire la faisabilité des propositions.

Jean Nicolau précise que l'on peut aussi prévoir des vœux pluri-annuels pour des vœux plus importants qui demanderaient du temps pour être instruits et traités.

4. Vie de la commission et points d'actualité par Jean Nicolau (Météo France, Secrétaire permanent du CSM)

Jean Nicolau présente un petit point sur l'organisation du CSM et la vie des commissions, avec notamment le suivi de l'évolution du décret du CSM et la création de la commission Observation.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Concernant l'évolution du décret du CSM, Jean Nicolau rappelle qu'il s'agit d'un travail réalisé avec le MTES pour présenter une révision du décret portant sur la réorganisation du CSM.

Cette réorganisation du CSM avait été demandée par le ministère de tutelle mais également par la Cour des Comptes dans le but d'aboutir à une fusion du CSM et du CCROM, en ajoutant la mission suivante : « Le CSM est chargé de coordonner et d'animer les échanges des contributeurs à l'observation de l'atmosphère et de l'océan superficiel entre eux et avec Météo-France ».

A travers ce décret, on a ajouté une référence explicite au climat mais sans changer la dénomination du CSM. Enfin ce décret a été simplifié, tous les aspects organisationnels étant reportés dans le règlement intérieur. Le décret finalisé a été transmis fin janvier 2020 aux différents ministères concernés pour signature. Il y a beaucoup de retard dû à la pandémie Covid 19 et la publication du décret a été reportée à 2021. En conséquence le décret actuel a été prolongé jusqu'en 2025 par le ministère en juin 2020 de façon à ce que le CSM soit bien géré par un décret, l'ancien ayant pris fin en juin 2020.

La commission Observation est donc une nouvelle commission du CSM avec identification des correspondant et secrétaire qui appartiennent à la Direction des Systèmes d'Observation de Météo-France. Un document d'organisation a été produit et diffusé durant l'été avec comme principaux points :

- la possibilité de travaux et de vœux communs entre commissions
- l'identification d'un point focal « observation » dans chaque commission car cette commission observation a pour vocation de traiter des sujets transverses. Le point focal pourra participer aux réunions de cette commission. On notera que pour la commission Agriculture le point focal « observation » est Olivier Deudon.
- la publication des ordres du jour et des comptes-rendus de toutes les commissions vers les autres commissions.

La 1^{er} réunion de la nouvelle commission observation se tiendra le 26/11 /2020 et il faudra prévoir ensuite la mise à jour du règlement intérieur.

Pour les points divers, on retiendra :

- en juin 2021, on prévoit la 50^{ème} Assemblée plénière (qui aurait dû se tenir en juin 2020 mais a été annulée pour cause de Covid 19) ainsi que le colloque sur le thème de « la météorologie au service du monde de la mer »
- le remplacement de Mme Valérie Mottier par Mr Christophe Landalle au poste d'assistant au Secrétaire Permanent
- le rénovation des différents outils de communication du CSM (wiki, plaquette, page du CSM sur le site meteo.fr) courant 2021
- la mise en place de nouvelles listes de diffusion : presidents.csm@meteo.fr , corsec.csm@meteo.fr, agriculture.csm@meteo.fr

Enfin, on pense re-programmer une session inter-commissions en 2021 (comme cela s'était déjà fait en 2019), avec des sujets d'intérêt général. Les membres de la commission sont invités à émettre des propositions de sujets.

Anne-Laure Gibelin remercie tous les participants et tous les orateurs pour leurs présentations et clôt la réunion.

Le wiki du CSM est toujours à votre disposition à l'adresse suivante : <https://publicwiki.meteo.fr/display/CSM/Commission+Agriculture>

(Si besoin login : csm_membres et password : Decret911209)

Prochaine date à retenir : la commission de printemps se tiendra le mardi 16 mars 2021 après-midi.